

**ALLOCUTION DU GOUVERNEUR POUR LE LESOTHO ET MINISTRE DES
FINANCES ET DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT À L'OCCASION
DES ASSEMBLÉES ANNUELLES CONJOINTES DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DÉVELOPPEMENT ET DU FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**

M. le Président,

Permettez-moi d'exprimer, au nom de ma délégation et en mon nom propre, toute notre satisfaction pour votre choix au poste de Président de nos assemblées. Je suis persuadé que, sous votre sage direction et orientation, nos assemblées déboucheront sur l'adoption d'un plan d'action destiné à faire face à la crise financière et économique, qui secoue le monde à l'heure actuelle.

Permettez-moi également, M. le Président, d'exprimer au Gouvernement et au peuple de la République du Sénégal, nos vifs remerciements pour l'hospitalité chaleureuse et professionnelle dont nous avons fait l'objet, depuis notre arrivée dans la ville historique et dynamique de Dakar.

Je voudrais, enfin, remercier le personnel de la BAD et leurs homologues sénégalais, pour l'excellente qualité de l'organisation et des dispositions prises pour la tenue de nos assemblées. Je sais qu'il n'est pas facile d'organiser des réunions aussi grandes et complexes hors du Siège de la Banque.

M. le Président,

Depuis la crise pétrolière des années 70, les institutions financières internationales multilatérales mettent davantage l'accent sur les pays en développement que les pays développés. Bien que les signes annonciateurs de la crise fussent perceptibles aux yeux de tous, ils n'avaient suscité aucune préoccupation ni amené à river le regard sur les organes de réglementation et les superviseurs des banques dans les pays en développement. Lorsque la crise a éclaté en septembre dernier, les pays développés, où elle a commencé, ont été pris de court tant par son intensité que par la rapidité de sa propagation – de la crise de l'immobilier du système bancaire américain aux autres secteurs de l'économie et du commerce. Les avancées technologiques, l'évolution des systèmes et pratiques, ainsi que l'ingénierie financière des deux dernières décennies dans les secteurs bancaires, du commerce des produits de base et des services, ont facilité la propagation de la crise à l'Europe et aux pays émergents.

Bien que tous les pays développés doivent être félicités pour la rapidité et la justesse de leur réaction, je voudrais rendre un hommage particulier au Président, au Conseil d'administration et au personnel du Groupe de la Banque pour la réponse rapide qu'ils ont également apportée de leur côté. La crise a éclaté en septembre et, déjà, en novembre, la Banque a réuni à Tunis les ministres des Finances et les gouverneurs de banque centrale africains pour s'accorder sur une réponse commune.

Par rapport à la réponse apportée aux crises antérieures, l'action rapide de la Banque s'explique par le changement de son leadership, ses connaissances et innovations, sa capacité opérationnelle et institutionnelle. C'est cela que l'Afrique veut et attend de sa première institution de développement. Nos félicitations au Président et à son équipe. Nous vous disons : continuez à développer vos excellentes qualités intellectuelles, organisationnelles et administratives, ainsi que vos innovations stratégiques, en étroite collaboration avec tous les partenaires au développement, notamment ceux de l'Afrique, du Moyen-Orient, de l'Asie et de l'Amérique latine.

M. le Président,

La Banque aura besoin d'un volume important de ressources pour apporter une réponse efficace aux défis que sont le maintien d'une croissance largement répartie, la réduction de la pauvreté par la création d'emplois, la lutte contre le VIH/Sida, la valorisation des ressources humaines, la prise en compte des questions de genre et la protection des groupes vulnérables tels que les enfants et les personnes âgées. Bien entendu, la réponse à ces défis nécessite une augmentation substantielle du capital de la Banque par une reconstitution anticipée des ressources du FAD en raison de la crise et du rythme de développement que les pays africains avaient atteint.

M. le Président,

Permettez-moi d'évoquer brièvement la situation au Lesotho et l'impact de la crise sur notre croissance économique qui a varié entre 8,2 % et 5,1 % ces deux dernières années.

Nos exportations de textile vers les États-Unis au titre de l'AGOA se sont établies, en moyenne, à 450 millions de dollars, ces trois dernières années, et ont créé quelque 50 000 emplois, surtout pour les jeunes femmes. Avec l'effondrement de la demande aux États-Unis et du financement par les institutions financières asiatiques qui fournissaient du crédit au commerce, l'emploi a reculé de plus de 12 % depuis septembre dernier. Les envois de fonds par les travailleurs migrants Basotho dans les mines d'or et de platine d'Afrique du Sud ont brutalement baissé, à cause des licenciements dans ces mines. La baisse du prix du diamant a entraîné des pertes d'emplois et une suspension temporaire des activités dans trois de nos quatre mines, ainsi qu'un arrêt des nouveaux projets d'investissement étranger. Tous ces facteurs et les prix élevés des denrées alimentaires et du pétrole de l'année dernière vont aggraver la pauvreté dans le pays, ce qui risque de compromettre la réalisation de certaines cibles des ODM pour lesquelles nous avons enregistré des progrès notables.

Comment le Gouvernement fait-il face à ces défis ?

Le Gouvernement a décidé d'accélérer et d'accroître les dépenses pour les travaux de construction de route et de barrage, et l'infrastructure d'eau et d'assainissement, afin i) d'accélérer la mise en œuvre des réformes du secteur privé et d'accroître la compétitivité et l'investissement en général ; et ii) de lancer notre deuxième grand projet de partenariat public-privé dans le secteur de la santé d'une valeur de 1,2 milliard de maloti/rands en faveur d'un hôpital de référence. La caractéristique unique de cet hôpital est que les patients paieront relativement le même tarif que le tarif actuel. En outre, nous appuierons et formerons les petits et moyens entrepreneurs, surtout ceux qui sont dans l'agro-industrie et le tourisme, préserverons la capacité des entreprises textiles et les aiderons à diversifier leurs produits et leurs débouchés à l'intérieur de l'Union douanière de l'Afrique australe et vers l'Union européenne, le Canada et d'autres marchés. Pour ce qui est de ce dernier objectif, le Lesotho se joindra à l'Afreximbank, à l'occasion de ces assemblées, pour augmenter les sources potentielles de financement du commerce. En ce qui concerne l'économie d'énergie, nous avons ouvert une nouvelle usine Phillips qui fabriquera des ampoules économiques pour tout le marché de la SACU, tandis que le Groupe de la BAD financera la production et le transport d'énergie vers les zones rurales. Nous envisageons également de lancer des projets de production d'énergie éolienne et hydroélectrique.

En somme, la stratégie du gouvernement est de transformer la crise en une occasion de tirer parti de l'enclavement du Lesotho à l'intérieur d'une des locomotives économiques du continent, qui dispose d'une infrastructure de transport et de communication bien développée. Nous entendons identifier des marchés porteurs et exploiter le grand marché de plus de 50 millions d'habitants mis en place par l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU). Comme vous le savez, le siège de la SACU se trouve en Namibie.

M. le Président,

Nous espérons que le Groupe de la BAD et d'autres partenaires au développement se montreront comme des précieux partenaires, dans le cadre du programme de réponse à la crise financière et économique actuelle.

Avant de terminer, permettez-moi de souligner une question importante pour notre région. Nous savons tous que le Zimbabwe a traversé des difficultés ces quelques dernières années. Les dirigeants politiques zimbabwéens, avec l'aide de la SADC, sont parvenus à un accord politique pour l'avenir. Il est désormais urgent de reconstruire l'économie du pays, afin de lui redonner son lustre d'antan et d'aider le Zimbabwe à jouer le rôle qui est le sien dans la région. Nous tous, à la SADC, sommes déterminés à soutenir le redressement économique et social du Zimbabwe.

Nous nous félicitons vivement de l'appui que la BAD a apporté au Zimbabwe pour l'apurement des arriérés. Nous espérons que d'autres partenaires au développement et institutions multilatérales contribueront à ce processus.

Pour conclure, la réponse du Gouvernement du Lesotho à la crise vise à transformer la présente crise en opportunité, grâce à ce qui suit :

- la poursuite d'une croissance économique élevée, avec une protection des groupes vulnérables et la réduction de la pauvreté par la lutte contre le VIH/Sida ;
- l'accroissement de l'investissement dans l'infrastructure matérielle et les ressources humaines ;
- le renforcement de la capacité d'utilisation du financement du commerce ;
- la diversification des exportations par produit et par marché ; et
- l'élimination des obstacles à la compétitivité du secteur privé et la création d'un climat propice à l'investissement.

Je vous remercie.